

Depuis le 11 juillet, la ville de Torre Pacheco, au sud-est de l'Espagne, est en proie à des émeutes racistes. Après l'agression d'un homme de 68 ans, des groupes d'extrême droite ont multiplié les appels à la violence. Un de ces groupes, baptisé « Deport them now » (« Déportez-les maintenant ») a été particulièrement virulent, encourageant les agressions de personnes migrantes ou supposées telles. Torre-Pacheco est située dans une région qui vit essentiellement de l'agriculture intensive, largement rendue possible par l'exploitation d'une main d'œuvre immigrée, souvent venue du Maroc. Ces violences racistes, soutenues en sous-main par le parti d'extrême-droite Vox, sont la pointe immergée, d'un racisme structurel, qui se manifeste en Espagne, comme dans d'autres pays européens. Dans cet article, [Brais Fernández](#) militant de l'organisation Anticapitalistas et membre de la revue Viento Sur, revient sur ces événements et les leçons politiques qu'on peut en tirer.

*

Le 9 juillet dernier, un voisin de 68 ans a été brutalement agressé à Torre Pacheco, dans la région de Murcie. Cette commune est l'un des points de concentration du prolétariat agricole issu de l'immigration, qui travaille dans le « potager de l'Europe » murcien, soumis à des conditions d'exploitation très dures. Le voisin a identifié les agresseurs comme étant d'origine maghrébine ; bien que la victime elle-même ait appelé au calme, les jours qui ont suivi ont été marqués par des pogroms racistes, attisés par des groupes d'escadrons composés de fascistes venus d'ailleurs. Tant Vox que le Parti Populaire, chacun à sa manière, [ont encouragé les attaques](#), avec la complicité de la police.

Voilà pour le récit des faits. Cependant, les faits devraient être un point de départ pour une réflexion différente. On ne peut pas penser que ce qui s'est passé à Torre Pacheco est simplement un mauvais événement isolé ; il s'agit plutôt d'un fait implicite dans une conjoncture politique caractérisée par la montée du racisme et la radicalisation d'une fraction de la population vers l'extrême droite. Cette radicalisation a des bases matérielles, mais pas celles que pensent les réactionnaires. Elle répond autant à des motifs structurels, produits de la reconfiguration capitaliste, qu'à des motifs politiques.

La crise de l'impérialisme occidental et sa tendance au déclin génèrent un sentiment d'insécurité dans les classes moyennes et dans les secteurs déclassés de la classe ouvrière, qui les poussent à chercher des issues « relatives » face à la menace de la perte de leur position sociale. Nous parlons de « solutions relatives » car elles consistent à essayer de maintenir leur position en s'alliant avec ceux d'en haut contre ceux d'en bas : c'est ni plus ni moins la dynamique développée par l'extrême droite. Le racisme, alimenté par les diffuseurs de l'hégémonie de droite, trouve un terrain fertile dans la nécessité d'une division de classe qui permette au capital de maintenir son ordre politique et économique.

Ce n'était pas exactement le cas il y a dix ans. Malgré toutes ses limites, la période précédente marquait une dynamique inverse. Autour de ce concept flou connu sous le nom de « classes populaires », l'offensive tendait à se développer de bas en haut. La majorité de la gauche a toutefois préféré transformer cette situation en « moments hyperpolitiques » et en quelques ministères sous l'aile du PSOE, plutôt que de consolider un bloc organisé capable de surmonter ses propres limites (entre autres, la participation des travailleurs migrants à la politique) et de constituer ainsi un contrepoids à long terme capable de s'opposer aux dynamiques qui se déchaînent toujours dans le contexte de la crise historique du capitalisme. Voilà où nous en sommes et comment nous en sommes arrivés là.

Pour le dire plus simplement, le progressisme s'est montré incapable de protéger les

travailleurs issus de l'immigration. Pas seulement le progressisme gouvernemental qui, malgré sa rhétorique, est responsable de la violence étatique contre les migrants, tant aux frontières qu'à l'intérieur du pays, en maintenant, par exemple, les infâmes lois sur les étrangers ou en privant de droits formels des milliers de personnes. Le bon sens progressiste devient également un obstacle pour affronter cette dynamique avec des chances de victoire. Examinons deux des réponses idéologiques les plus courantes au sein du progressisme et proposons deux alternatives.

La première réaction est généralement, pour employer un terme sarde ancien, de laisser libre cours à l'instinct « étatolâtre ». Cette adoration de l'État se traduit par une demande d'intervention de celui-ci pour rétablir l'ordre. « Plus de police ! » « Pourquoi ne font-ils rien ? » Nous ne pouvons pas simplement rejeter ce sentiment comme un symptôme d'incurabilité de ceux qui l'expriment. Il répond généralement à une tentative honnête de mettre un terme à une situation qui les horripile.

Cependant, il faut d'une part insister sur la complicité, tant idéologique qu'organique, des appareils de sécurité de l'État (juges, policiers) dans la matérialisation et l'expansion du racisme comme forme de structuration sociale. Mais cela ne suffit pas : l'étatolâtrie externalise la responsabilité collective des phénomènes sociaux, remplaçant la lutte des classes par l'intervention « extérieure » d'un agent externe qui rétablit l'ordre et, logiquement, le renforce. C'est le cercle vicieux : la politique contre le racisme qui finit par renforcer les agents racistes. Il est essentiel, à ce stade, d'expliquer cela avec patience et pédagogie.

Deuxièmement, le bon sens progressiste invoque souvent le caractère « indispensable » des travailleurs migrants : qui va faire les boulots dont personne ne veut ? Qui va payer les retraites ? Qui va compenser la baisse de la natalité ? (Nous pourrions écrire tout un traité sur l'hypocrisie morale des classes moyennes progressistes, mais nous le ferons une autre fois). Tout cela reflète une réalité. Les classes subalternes sont loin d'être unifiées, car elles ont tendance à répondre par différentes formes idéologiques à différentes divisions du monde du travail : qualifiés/non qualifiés, autochtones/étrangers, manuels/intellectuels. Le racisme combine des formes idéologiques monstrueuses et aberrantes, avec des formules de « coercition muette », qui se naturalisent dans la géographie sociale tracée par le capital, répondant aux besoins de son ordre productif et reproductif.

En ce sens, si le sens commun progressiste semble refléter une autre forme de peur de la prolétarianisation (« qui va faire ces horribles travaux ? »), il reflète aussi, de manière déformée, une vérité, qui n'est autre que le caractère « indispensable » des travailleurs migrants. La société capitaliste ne pourrait ni produire ni se reproduire sans leur travail. En termes marxistes, cela s'appelle le « pouvoir stratégique ».

Comme le disait Mario Tronti, les prolétaires ne sont pas de simples misérables : ils constituent une classe fière de producteurs. C'est là que réside la limite politique du progressisme : dans le meilleur des cas, il exprime une morale compatissante qui ne voit dans le travailleur migrant qu'une victime que l'État doit protéger ; dans le pire des cas, il le considère comme un élément fonctionnel de sa position sociale.

Le point de vue de classe, cependant, soulève une autre possibilité : la classe ouvrière migrante comme élément clé d'une nouvelle classe en ascension, c'est-à-dire la fraction sociale qui peut devenir une force grâce au pouvoir stratégique et structurel qu'elle détient. Cette vision nous permet également d'éclairer des possibilités aujourd'hui obscures, comme le recours à la grève comme arme contre les effets du racisme, comme cela s'est

Cela ne signifie bien sûr pas qu'il faille adopter une position naïve quant à la manière dont cette force se développe. Malgré quelques lueurs d'espoir qui indiquent une nouvelle voie, les forces ouvrières organisées sont faibles car elles sont passives et désorganisées. Le prolétariat migrant est également divisé en son sein, en raison des différents niveaux de conscience et d'intégration. Le prolétariat d'origine latino-américaine est exploité sans pitié, mais on lui offre une certaine marge d'intégration symbolique et d'adhésion politique, comme le fait par exemple Ayuso^[1] dans la Communauté de Madrid.

Le prolétariat d'origine maghrébine, en revanche, est condamné à l'isolement et stigmatisé par une offensive islamophobe brutale. Même si, à première vue, cela ne semble pas avoir de lien direct parce que ce n'est pas explicite, la politique de complicité des institutions du centre capitaliste avec le génocide sioniste contre le peuple palestinien introduit dans l'inconscient collectif l'idée que les musulmans ont cessé d'être des sujets des droits humains tant vantés, favorisant ainsi un climat de brutalité à leur égard.

Il ne fait aucun doute que l'ensemble de la classe ouvrière est traversé par des préjugés, une faiblesse politico-organisationnelle et des divisions qui, dans le cas de l'État espagnol, s'expriment également dans le développement inégal du territoire : le phénomène ne s'exprime pas de la même manière à Murcie que dans une métropole. Ainsi, à partir d'un réalisme intransigeant, conscient des difficultés mais ne les acceptant pas passivement, nous devrions commencer à jeter les bases d'une nouvelle tactique.

Le combat idéologique sans action politique finit par n'être qu'une simple défense morale impuissante. Nous avons besoin que l'antiracisme devienne l'axe central de notre action politique, en exhortant toutes les organisations, par le biais d'une politique aussi unitaire et large que possible, à se mobiliser en permanence contre le racisme. Pour cela, nous devons de toute urgence travailler à la création de structures capables à la fois de militer et d'interpeller l'ensemble de la classe ouvrière.

Les syndicats, les partis et les mouvements sociaux doivent jouer un rôle clé à cet égard, non pas en « réclamant » à l'État, mais en se mobilisant activement. Il s'agit là d'une étape fondamentale pour créer une dynamique qui inclue le prolétariat migrant en tant que membre à part entière d'une production politique de classe qui dépasse les divisions racistes stimulées par le capital, mais qui reposent sur la ségrégation pratique sur laquelle s'articule l'ordre politique de « nos démocraties libérales ». Et cela doit se faire de manière ouverte, en comprenant que dans cette dynamique, il faut être extrêmement flexible et que nous devons apprendre : la gauche a trop longtemps considéré le travailleur migrant comme un sujet passif, une simple victime — en réalité, un simple objet.

Ce n'est que par l'action politique que nous pourrions mener la lutte contre le racisme avec une chance de victoire. La lutte contre le racisme n'est pas une lutte qui se résoudra par un exercice d'« intellectualisme moral », qu'il s'agisse de contenir les classes en déclin par l'État ou d'en appeler de manière abstraite à la paix sociale qui reproduit l'état actuel des choses. Il se résoudra par un choc entre les classes, c'est-à-dire par la force. Ce choc marquera la lutte des classes au cours de la prochaine décennie en Europe. Tout ce que nous commencerons à faire dès maintenant, en recherchant une nouvelle approche qui dépasse l'impuissance progressiste, nous placera dans une meilleure position pour le combat.

Publié initialement par [El Salto](#)

Traduction de *Contretemps*.

Note

[1] Femme politique, membre du Parti Populaire, présidente de la communauté de Madrid.